



## **Atelier régional sur les cadres nationaux de financement intégrés 2024**

### **Finances publiques pour le développement durable en Afrique**

12-13 juin 2024, Addis-Abeba, Éthiopie

**Lieu** : Salle de conférence 4, Centre de conférence des Nations unies à Addis-Abeba (UNCC-AA), UNECA

#### **Contexte**

Les cadres nationaux de financement intégrés (CNFI) ont été introduits pour la première fois par les États membres de l'ONU dans le programme d'action d'Addis-Abeba de 2015 en tant qu'approche nationale visant à renforcer le financement public et privé pour le développement durable. Les CNFI offrent un cadre pour rassembler les politiques utilisées pour mobiliser et régir les financements publics et privés. Ils aident les gouvernements à aligner et à renforcer la contribution des politiques de financement à la mise en œuvre des plans de développement nationaux. Ils approfondissent les liens entre les différents domaines de la politique de financement et contribuent à renforcer la collaboration entre les acteurs publics et privés. Le continent africain reste le chef de file de cette initiative, avec plus de 40 gouvernements qui utilisent aujourd'hui cette approche.

Les processus nationaux visant à adapter et à rendre opérationnels les CNFI par l'intermédiaire des institutions nationales progressent. Un nombre croissant de gouvernements atteignent le stade de la définition d'une feuille de route CNFI. Un nombre croissant de pays africains ont élaboré des stratégies de financement qui définissent la manière de faire avancer les réformes du financement public et privé. Dans le contexte d'un financement multilatéral et privé coûteux et inadéquat, l'importance des finances publiques pour atteindre les ODD est plus que jamais ressentie. La plupart de ces pays ont donné la priorité aux réformes des finances publiques afin de renforcer la mobilisation des recettes nationales et locales, de mettre au point des instruments de dette conformes aux ODD, d'exploiter le financement du risque souverain et de garantir un système de gestion des finances publiques (GFP) transparent, inclusif, efficace et, surtout, mieux aligné sur les principales priorités africaines en matière de développement durable.

Les finances publiques jouent un rôle central dans la poursuite des objectifs de développement durable (ODD). Les systèmes fiscaux, qui constituent l'élément le plus important des finances publiques, peuvent servir d'outils puissants pour faire progresser le développement durable, renforcer les accords sociaux et avoir un impact direct sur des ODD essentiels tels que ceux liés à la santé, au climat et à la bonne gouvernance. Parallèlement, l'intégration des politiques de développement durable dans les processus de réforme de la gestion des finances publiques permet non seulement d'accélérer la réalisation des ODD, mais aussi de donner un élan à des



réformes plus larges de la gestion financière, en favorisant l'amélioration de la gouvernance, de la transparence et de la responsabilité.

Malgré le rôle essentiel de la fiscalité et de la mobilisation des ressources nationales (DRM), diverses fuites et pratiques corrompues compromettent le plein potentiel de la DRM pour atteindre les ODD. Par exemple, l'utilisation d'incitations fiscales sans analyse adéquate de leurs coûts et avantages est un problème persistant. Ce manque d'examen rend difficile la détermination de l'efficacité des incitations à attirer les investissements et à générer des effets économiques positifs. Les problèmes de coordination et de gouvernance nuisent également à l'efficacité des incitations fiscales.

Le manque de transparence et les pratiques de corruption aggravent les problèmes liés à l'accumulation croissante de la dette extérieure, ce qui compromet la viabilité de la dette et la stabilité économique. Les ratios de la dette publique en Afrique se sont globalement stabilisés à environ 60 % du PIB en 2023. Toutefois, des vulnérabilités importantes liées à la dette subsistent dans la région, 19 des 35 pays à faible revenu étant soit en situation de surendettement, soit exposés à un risque élevé de surendettement à la fin de l'année 2023. Le rapport économique 2019 sur l'Afrique indique que la faiblesse des recettes publiques contribue au problème de la dette. Par conséquent, il est recommandé d'accroître la mobilisation des ressources nationales pour assurer la viabilité de la dette.

Dans ce contexte, les pays africains utilisent les CNFI comme moyen de façonner et de faire progresser les réformes de financement conformément à leurs priorités de développement, telles que la réduction de la pauvreté, les actions de lutte contre le changement climatique et l'égalité des sexes. La réforme des systèmes de finances publiques, y compris la budgétisation, l'investissement public, la dette, l'administration fiscale, la transparence et la responsabilité, est au cœur de leurs stratégies. Les priorités comprennent également l'amélioration de la politique fiscale, l'émission d'obligations, les échanges de dettes, les partenariats public-privé et la lutte contre le financement illicite. Ces réformes visent à renforcer l'efficacité des dépenses, à aligner les recettes sur les objectifs de développement durable, à garantir l'équité des politiques fiscales et de dépenses et à assurer des synergies entre ces changements.

Comme de nombreux autres pays progressent dans leur parcours CNFI, il est important de se réunir régulièrement, de réfléchir et de planifier l'avenir. Sur la base des résultats positifs des ateliers régionaux de 2021 et 2022, les pays peuvent partager leur expérience pour réfléchir aux stratégies qui ont bien fonctionné, aux domaines d'amélioration et aux stratégies futures grâce à l'apprentissage par les pairs et au partage d'expérience lors de l'atelier régional de 2024.

L'atelier régional 2024 en Éthiopie rassemblera la communauté de pratique des CNFI africains et les principales parties prenantes afin de partager les expériences et les idées en cours dans l'élaboration de stratégies de financement public solides pour les priorités de développement nationales et les ODD et de préparer l'avenir, en particulier l'opportunité de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4).

## Objectifs de l'atelier



1. Renforcer les capacités des fonctionnaires et des autres parties prenantes à élaborer des stratégies de financement efficaces pour un développement durable et inclusif.
2. Promouvoir le partage des connaissances entre les pays, y compris le brainstorming sur les leçons apprises et les choses à faire et à ne pas faire.
3. Susciter un dialogue régional sur les tendances et les questions émergentes qui affectent la mise en œuvre des CNFI, en mettant l'accent sur les finances publiques, et élaborer des stratégies pour la mise en œuvre future des CNFI, notamment dans le cadre de la quatrième conférence internationale sur le financement du développement (FfD4).

## Méthodologie et évaluation

L'atelier se déroulera sur deux jours dans un format hybride. Les participants recevront les détails de la vidéoconférence Zoom après leur inscription. Les participants des pays sélectionnés dans chacune des cinq sous-régions se rejoindront en personne pour partager leurs expériences nationales avec la communauté CNFI. Une interprétation simultanée sera disponible en anglais et en français. Tous les enregistrements et documents seront mis à la disposition des participants en ligne à la fin de l'atelier. Un questionnaire sera distribué aux participants à la fin de l'événement afin d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience de l'atelier.

## Public cible

L'atelier est conçu principalement pour les fonctionnaires et les points focaux CNFI des gouvernements, y compris ceux qui travaillent dans les ministères des finances, de la planification et du développement économique, et d'autres entités pertinentes. Les chercheurs des institutions académiques, les autres parties prenantes régionales, y compris les agences des Nations Unies, les IFI et l'UA, et les représentants de la société civile bénéficieront également de l'atelier. Deux participants par sous-région de la CEA se joindront à l'événement en personne afin de maximiser l'expérience d'apprentissage par les pairs. Les invitations à nommer des participants gouvernementaux seront envoyées en temps voulu.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Farzana Sharmin ([sharmin@un.org](mailto:sharmin@un.org)) et M. Ankun Liu ([ankun.liu@undp.org](mailto:ankun.liu@undp.org)).



**Atelier régional sur les cadres nationaux de financement intégrés 2024**

**Finances publiques pour le développement durable en Afrique**

12-13 juin 2024

**Lieu** : Salle de conférence 4, Centre de conférence des Nations unies à Addis-Abeba (UNCC-AA), UNECA

<b>Jour 1 - 12 juin 2024</b>	
8:30 - 9:00	<b>Arrivée et inscription</b>
9:00 - 9:30	<p><b>Remarques de bienvenue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Zuzana Schwidrowski, Directrice, Division Macroéconomie et Gouvernance, UNECA</li> <li>• Mme Shari Spiegel, Directrice, Bureau du financement du développement durable (FSDO), UNDESA (message vidéo)</li> <li>• M. Maxwell Gomera, directeur du centre de financement durable du PNUD pour l'Afrique (message vidéo)</li> <li>• Mme Rumbidzai Manhando, coordinatrice de programme, institutions financières de l'Union africaine, CUA</li> </ul> <p><b>Examen de l'ordre du jour</b>  <i>Modérateur : Gamal Eltaib Ibrahim, Chef de la Section de la gouvernance économique et des finances publiques, Division de la macroéconomie et de la gouvernance, CEA</i></p>
09:30 - 10:45	<p><b>Le financement du développement en Afrique : une étape à franchir</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'architecture des finances publiques en Afrique : Leçons et options politiques : Gamal Eltaib Ibrahim, chef de la section Gouvernance économique et finances publiques, division Macroéconomie et gouvernance, <b>CEA</b></li> <li>• La route vers le FfD 4 et l'opportunité pour la mise en œuvre CNFI : Resina Katafano, conseillère interrégionale sur le financement du développement durable, <b>UNDESA</b></li> <li>• Relier les points - Les points forts des finances publiques dans le rapport mondial CNFI : Ankun Liu, spécialiste du financement des ODD et de la coopération Sud-Sud, <b>PNUD</b></li> </ul> <p><i>Modérateur : Oyebanke Abejirin, Chargé des affaires économiques, CEA</i></p>
10:45 - 11:00	<b>PAUSE CAFÉ/THÉ</b>
11:00 - 13:00	<p><b>Une administration fiscale efficace pour les ODD : les questions de dépenses fiscales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser le cadre fiscal des ODD - Repenser les dépenses fiscales : Amna Khalifa (virtuelle), Spécialiste technique et de la sensibilisation Cadre fiscal des ODD, <b>PNUD</b></li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du rapport II sur la gouvernance économique et de ses implications sur les potentiels de financement public en Afrique : Farzana Sharmin, Chargée d'affaires économiques, <b>CEA</b></li> <li>• Défis et opportunités de la mesure des dépenses fiscales au Bénin : Thibaut Tossou, Ingénieur économètre et statisticien, Direction générale des impôts, Ministère de l'économie et des finances, <b>Bénin</b></li> <li>• Défis et opportunités de la mesure des dépenses fiscales en Zambie : Evaristo Mwale, économiste principal, Zambia Revenue Authority, <b>Zambie</b></li> </ul> <p><i>Modérateur : Mtwalo Msoni, spécialiste régional de la fiscalité pour les ODD, PNUD</i></p>
13:00-14:00	<b>PAUSE DÉJEUNER</b>
14:00 -15:30	<p><b>Approches intégrées de la budgétisation des ODD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'étiquetage du budget climatique au Rwanda : Fred Sabiti, conseiller technique, ministère des finances et de la planification économique, <b>Rwanda</b></li> <li>• Budgétisation des initiatives politiques liées aux ODD à tous les niveaux de gouvernement (virtuelle): Nana Yaw Yankah, économiste principal, ministère des finances, <b>Ghana</b></li> <li>• Améliorer la crédibilité du budget au Malawi : Patrick LIPHAVA, Responsable de la gestion de la dette et de l'aide - Point focal CNFI, Ministère des finances et des affaires économiques, <b>Malawi</b></li> <li>• Résultats de l'enquête sur le budget ouvert : Andrés Ponce Morales, Senior Program Officer, <b>International Budget Partnership</b></li> <li>• Crédibilité du budget et CNFI : Orria Goni (virtuel), Chef, Finances publiques et gouvernance locale, <b>UNICEF</b></li> </ul> <p><i>Modérateur : Ana-Maria Beldiga, analyste financier des ODD, PNUD</i></p>
15:30:16:00	<b>Pause café/thé</b>
16:00-17:00	<p><b>Les points de vue des partenaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Rumbidzai Manhando, coordinatrice de programme, institutions financières de l'Union africaine, <b>CUA</b></li> <li>• M. Emmanuel Eze, conseiller principal en politique fiscale auprès de l'UA, <b>ATAF</b></li> <li>• M. Isaac Danso Agyiri, responsable de la politique, de la recherche et du plaidoyer, <b>TJNA</b></li> <li>• M. Theophilus Jong Yungong, responsable de la politique, de la recherche et du plaidoyer, <b>AFRODAD</b></li> </ul> <p><i>Modérateur : Gamal Eltaib Ibrahim, Chef de la Section de la gouvernance économique et des finances publiques, Division de la macroéconomie et de la gouvernance, CEA</i></p>



	<p>Questions directrices :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quelles sont les opportunités et les défis pour l'Afrique ?</i></li> <li>- <i>Comment soutenez-vous les questions relatives à l'CNFI en Afrique ?</i></li> <li>- <i>Quels sont les domaines dans lesquels vous envisagez de travailler ou de soutenir les pays à l'avenir ?</i></li> </ul>
<p><b>Jour 2 13 juin</b></p>	
<p>09:00-10:30</p>	<p><b>Harmoniser les finances publiques avec les ODD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation générale sur l'harmonisation des finances publiques avec les ODD en mettant l'accent sur les politiques fiscales et d'endettement : Farzana Sharmin, Chargée d'affaires économiques, <b>CEA</b></li> <li>• Approches innovantes en matière de finances publiques pour le financement du développement et l'accélération de la réalisation des ODD : le cas de l'échange de créances contre des obligations bleues : Julius Joubert (virtuel), économiste principal, ministère des finances, de la planification nationale et du commerce, <b>Seychelles</b></li> <li>• Politiques fiscales pour l'amélioration des recettes fiscales : Mulay Weldu Asegehegn, chef du département de la politique fiscale, ministère des finances, <b>Éthiopie</b></li> <li>• Lier la politique fiscale à la réalisation des ODD : Laila Abdul Latif (virtuelle), experte technique en matière de fiscalité pour les ODD, <b>PNUD</b></li> <li>• Aligner le financement du développement sur les priorités nationales de développement : Bartholomew Armah, <i>Chef de la Section de la planification du développement, Division de la macroéconomie et de la gouvernance, CEA</i></li> </ul> <p><i>Modérateur : Emmanuel Eze, conseiller principal en politique fiscale auprès de l'UA, ATAF</i></p> <p>Les CNFI peuvent aider à mobiliser les ressources nationales pour soutenir les priorités nationales en vue d'atteindre les ODD. Cette session examinera les expériences nationales dans les domaines des politiques fiscales, du financement innovant, etc. pour la réalisation des ODD.</p> <p>Questions directrices :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quels sont les enjeux et les opportunités actuels du pays ?</i></li> <li>- <i>Comment l'approche CNFI a-t-elle contribué à mobiliser des fonds publics pour soutenir les priorités nationales ?</i></li> <li>- <i>Quels sont les plans/initiatives existants ou en cours de planification pour soutenir la mobilisation des ressources nationales dans le cadre de la mise en œuvre CNFI ?</i></li> <li>- <i>Comment les Nations unies et d'autres partenaires ont-ils soutenu cette démarche ?</i></li> <li>- <i>À l'avenir, quels sont les projets de votre pays concernant la mise en œuvre CNFI et de quel soutien pensez-vous avoir besoin ?</i></li> </ul>



10:30-11:00	<b>Pause café/thé</b>
11:00 - 13:00	<p><b>Intégration des réformes des finances publiques axées sur le système fiscal et la dette</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions et opportunités de financement en Égypte : Mohammed Ibrahim Abdu, ministre associé des finances pour les politiques et les affaires économiques, <b>Égypte</b></li> <li>• Renforcer la mobilisation des recettes et explorer des instruments de dette durables dans le cadre CNFI au Nigeria : Felix Okonkwo, Directeur, Macroéconomie, Ministère du Budget et de la Planification économique ; Alfred Okoh, Assistant technique du Directeur général, Bureau du budget de la Fédération, <b>Nigeria</b></li> <li>• Mobilisation des recettes intérieures et gestion de la dette pendant l'CNFI au Ghana : Christopher Papa Kojo Conduah, Analyste principal de la planification, Ministère de la planification, <b>Ghana</b></li> <li>• L'expérience CNFI en Zambie : Michelle Nelly Simwinga Sinda, planificatrice principale, division de la planification nationale, ministère des finances et de la planification nationale, <b>Zambie</b></li> <li>• L'expérience CNFI au Burkina Faso : Larba Issa Kobyagda, Directeur Général de l'Economie et de la Planification, Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective, <b>Burkina Faso</b></li> <li>• Suivi de l'efficacité de la coopération au développement dans les CNFI (virtuel) : Axel Nyström, Spécialiste des programmes et des politiques, Coopération efficace au développement, <b>PNUD</b></li> </ul> <p><i>Modérateur : Theophilus Jong Yungong, responsable de la politique, de la recherche et du plaidoyer, AFRODAD</i></p> <p>Cette session vise à mettre en lumière les réformes des finances publiques en se concentrant sur les impôts et la dette pour mobiliser des ressources pour le développement. À travers les expériences nationales, elle montrera comment les CNFI peuvent servir d'outils efficaces pour les pays afin d'assurer les réformes des finances publiques pour atteindre les objectifs de développement nationaux et les ODD.</p> <p>Questions directrices :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quels sont les enjeux et les opportunités actuels du pays ?</i></li> <li>- <i>Comment l'approche CNFI a-t-elle bénéficié à votre pays ? Discutez de la mise en œuvre CNFI, y compris des feuilles de route ou des stratégies de financement pertinentes ou du domaine d'intervention concerné.</i></li> <li>- <i>Comment les Nations unies ont-elles soutenu cette démarche ?</i></li> <li>- <i>Quels sont les plans/initiatives existants ou prévus pour soutenir la mise en œuvre CNFI dans les pays ?</i></li> <li>- <i>À l'avenir, quels sont les projets de votre pays concernant la mise en œuvre CNFI et de quel soutien pensez-vous avoir besoin ?</i></li> </ul>
13:00-14:00	<b>Pause déjeuner</b>
14:00 - 16:15	<b>Plan d'action pour améliorer les finances publiques</b>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Travailler en groupes de pays pour élaborer un projet de plan d'action afin de donner la priorité aux réformes des finances publiques, en s'appuyant sur les processus CNFI existants, le cas échéant, y compris la prise en compte des questions pour le FfD4. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des ressources nationales : Recettes et administration fiscale</li> <li>- Coopération fiscale internationale</li> <li>- Flux financiers illicites</li> <li>- Dépenses publiques et investissements liés aux ODD</li> <li>- Gestion durable de la dette</li> </ul> </li> <li>● Rapport en plénière - 3 groupes</li> </ul> <p><i>Modérateur : Resina Katafono, conseillère interrégionale sur le financement du développement durable, UNDESA</i></p>
16:15-16:30	<b>Pause café/thé</b>
16:30 - 17:00	<p><b>Remarques finales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Un représentant des participants</li> <li>● Gamal Eltaib Ibrahim, chef de la section Gouvernance économique et finances publiques, division Macroéconomie et gouvernance, <b>CEA</b></li> </ul>

\*Toutes les heures indiquées sont celles du lieu de l'atelier (heure d'Addis-Abeba).

